

Municipales 2026 : un moment unique pour reconnecter la politique à la vie réelle

Politique

Par Amandine Lebreton

Porte-parole du Pacte du pouvoir de Vivre

Christophe Robert

Porte-parole du Pacte du pouvoir de Vivre

Publié le 27 février 2026

Les élections municipales sont une occasion de faire ressortir les attentes citoyennes et l'aspiration à des propositions qui redonnent du sens à l'action publique. Dans un contexte de crises sociales, écologiques et démocratiques, les communes et intercommunalités apparaissent plus que jamais comme des lieux d'espoir et de transformation, des lieux d'action et d'engagement.



La séquence budgétaire est désormais derrière nous.
Les débats ont été intenses, parfois clivants, souvent

nécessaires comme celui sur la justice fiscale pour laquelle les attentes de nos concitoyen·nes sont importantes. Mais une fois les lois de finances 2026 adoptées, une question demeure : comment change-t-on concrètement la vie des gens ? Comment répondre à leurs préoccupations et leurs aspirations ?

L'année 2026 ne peut pas être une année suspendue, dans l'attente de l'élection présidentielle. Quinze mois, c'est long pour celles et ceux qui attendent un logement social, qui comptent chaque euro à la fin du mois, qui cherchent une place en crèche ou attendent pour un rendez-vous médical. C'est long pour les ménages qui souffrent de précarité énergétique et pour ceux qui subissent les multiples conséquences du changement climatique. L'inaction aggrave les factures sociales et écologiques.

Dans un contexte de forte instabilité politique et à l'heure où les crises sociales, écologiques et démocratiques se superposent, les communes et les intercommunalités apparaissent plus que jamais comme des lieux d'espoir et de transformation.

Les municipalités ne peuvent pas tout, mais elles peuvent beaucoup.

Leurs élu·es bénéficient de la confiance d'une part importante des citoyens. Selon une enquête du Conseil économique, social et environnemental réalisée avec Ipsos en 2024, 76 % des Français·es estiment que les responsables politiques sont déconnectés de leur réalité. Mais la confiance demeure globalement à l'égard des élu·es locaux·ales. Pourquoi ? Sans doute parce que leurs décisions s'inscrivent dans le quotidien : l'école, la cantine, les transports, le logement, la santé, les équipements publics.

Les municipales de 2026 constituent donc un moment politique majeur. C'est un rendez-vous décisif pour réconcilier action publique et vie réelle. C'est pourquoi, notre alliance d'associations, fondations, syndicats, mutuelles rassemblés au

sein du Pacte du pouvoir de vivre a publié un document de propositions intitulé "Pouvoirs de ville" et élaboré collectivement à partir de nos analyses et expertises de terrain. Il ne s'agit pas d'un catalogue de promesses mais d'une boussole pour nourrir les débats et faire la démonstration que, dans de nombreux domaines essentiels à la vie de nos concitoyens et de nos territoires, des leviers existent pour concilier la nécessité d'une vie digne pour toutes et tous et l'urgence d'une transition écologique juste.

Notre nom — "pouvoir de vivre" — résume notre ambition. Il traduit notamment la volonté de dépasser la seule notion de pouvoir d'achat pour embrasser plus largement l'ensemble des besoins de la vie quotidienne. Le pouvoir de vivre, c'est le logement digne, la mobilité accessible, la santé et le soin garantis, l'alimentation saine, un environnement apaisé, des services publics présents et accessibles, le lien social, l'engagement associatif et syndical. Bref, c'est à la fois des conditions d'existence dignes et une capacité réelle à se projeter dans l'avenir.

L'un des axes forts de nos propositions illustre cette vision : l'accès aux besoins essentiels — énergie, eau, alimentation, mobilité — doit être garanti à toutes et tous, d'une manière juste et écologiquement responsable. L'un des leviers pour y parvenir est la possibilité pour les municipalités de mettre en place des tarifications sociales et progressives qui soient en mesure de permettre un accès digne à ces quatre besoins essentiels. Ce que font d'ailleurs déjà de nombreuses communes.

Prenons l'énergie. Selon le CREDOC, 56 % de la population estime que les charges de chauffage sont trop lourdes, voire impossibles à assumer. Par ailleurs, un ménage sur dix souffre de précarité énergétique. Pour y répondre, les communes, via leur Centre communal d'action sociale (CCAS), peuvent conclure des conventions avec les fournisseurs d'énergie pour proposer des tarifs sociaux aux ménages modestes. Elles peuvent dans le

même temps accompagner les projets de rénovation thermique des logements. Voilà une approche à la fois juste socialement, car elle garantit l'accès à un besoin essentiel en tenant compte des ressources financières, et écologique car elle réduit les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre.

Même logique pour l'eau. Garantir un accès à prix réduit (voire gratuit) des premiers volumes de consommation correspondant aux besoins essentiels des ménages, puis appliquer une tarification progressive au-delà de ces seuils pour les consommations de confort (qui sont alors davantage mises à contribution), permet de concilier accessibilité et sobriété, justice sociale et préservation de la ressource en eau.

L'alimentation constitue un autre levier, notamment dans les cantines scolaires où beaucoup d'enfants prennent le seul repas équilibré de leur journée et alors que l'on sait que les enfants issus des familles défavorisées sont deux fois plus nombreux à ne pas manger à la cantine que ceux issus des familles favorisées. Pour répondre à ces enjeux, les communes peuvent instaurer une tarification sociale des cantines, tout en augmentant la part de produits locaux, biologiques et durables dans les repas qui améliore la santé des enfants, soutient les filières agricoles locales et réduit l'empreinte environnementale.

Côté mobilité, on sait que le transport représente près d'un tiers des émissions nationales de gaz à effet de serre, notamment à cause de l'usage prépondérant de la voiture dans les déplacements quotidiens. Garantir la gratuité des transports en commun pour les moins de 25 ans et les bénéficiaires des minima sociaux, ou instaurer des tarifs très réduits, permet de concilier droit à la mobilité et impératif climatique. Là encore, la justice sociale est un moteur de la transition.

Localement, il est donc possible d'agir concrètement pour concilier justice sociale et transition écologique, loin des tentations de backlash écologique qui agitent certains

responsables politiques et médias et loin des discours qui visent à faire des plus modestes les boucs-émissaires de notre société.

Pour le Pacte du pouvoir de vivre, le déploiement de réponses concrètes, réalistes et transformatrices constitue un levier majeur pour contribuer à contrer l'accession au pouvoir des idées d'extrême droite et de leurs représentant·es. Ceux qui portent des idées de rejet, d'exclusion, de repli, de préférence nationale prospèrent largement sur le sentiment d'abandon et de déclassement, en se préoccupant peu des conséquences sociales que la mise en œuvre de ces idées peuvent provoquer. Ils passent beaucoup de temps à désigner des boucs émissaires faciles mais cherchent rarement à trouver des solutions adaptées et collectives pour répondre aux causes et conséquences de la crise du logement, de la précarité énergétique, des déserts médicaux, de l'urgence climatique. Raisons pour lesquelles nous nous opposons à ces projets délétères pour notre société tout en proposant des solutions. Notre intention n'est pas seulement d'appeler à voter contre ces idées et celles et ceux qui les portent, mais de démontrer qu'il existe des alternatives crédibles, construites à partir des besoins de la population, nourries de l'expérience de certaines collectivités et de cette société civile qui agit chaque jour au plus près de nos concitoyens et de nos territoires. Répondre à la peur du déclassement suppose de sécuriser les parcours de vie. Répondre aux incertitudes suppose de construire et d'offrir des perspectives à celles et ceux qui souffrent de la précarité et de la peur du lendemain. C'est pourquoi ces élections municipales de mars sont aussi un moment charnière pour notre démocratie. Il est essentiel que les forces vives de la société se mettent en ordre de marche pour rappeler que les idées d'extrême droite renvoient à une impasse et proposer un autre chemin pour notre société.

C'est aussi un moment charnière dans un contexte géopolitique qui nourrit le découragement, voire la tentation du renoncement. Tentons dès lors d'inverser la tendance de

donner une autre couleur à l'action politique et de reprendre la main sur ce qui façonnera notre quotidien à court et moyen termes. Ces prochaines semaines seront une occasion de débattre des enjeux trop souvent relégués au second plan, de construire des projets ancrés dans les territoires, de redonner prise à chacune et chacun sur son cadre de vie. Avec le Pacte du pouvoir de vivre, nous appelons chacun-e à voter, bien sûr, mais aussi à participer, débattre, interpellier, proposer, et s'engager à changer la donne au cours des mandats à venir. Les espaces pour agir sont nombreux et à portée de main ; il faut s'en saisir pour reprendre le pouvoir sur nos vies.

D'ailleurs, les organisations du Pacte du pouvoir de vivre, les bénévoles, militant-es, salarié-es, sympathisant-es, sont mobilisés et agissent dans de nombreux territoires. Les groupes locaux du Pacte organisent des ateliers, des formations, des débats avec les candidat-es, à Lyon, à Grenoble, à Poitiers, à La Roche-sur-Yon et ailleurs. Que démontre la réussite de ces initiatives ? Que les débats sur les enjeux au cœur de la vie de chacun d'entre nous intéressent et mobilisent. Des initiatives locales, des solidarités concrètes, des énergies citoyennes s'expriment de toutes parts et prennent corps dans les campagnes municipales. Il faut les encourager et les démultiplier.

Reconnecter la politique à la réalité vécue par l'ensemble de nos concitoyens et de nos territoires n'est pas un slogan. C'est une exigence démocratique. Les communes constituent à cet égard un lieu privilégié où cette reconnexion peut s'opérer. 2026 peut dès lors constituer un moment déterminant de mobilisation collective pour le pouvoir de vivre et d'agir.